

Les « médias alternatifs » africains au FSM de Nairobi. Couvrir les luttes locales dans l'extraversion

BRISSET-FOUCAULT Florence
ISP-Université Paris X Nanterre
florencebrisset@yahoo.fr

Les médias africains ont fait l'objet d'études approfondies dans différents contextes nationaux (Atenga 2004, Havard 2004, Rambaud 2004, Lenoble-Bart et Rambaud 2005, Wasserman 2006, Wittman 2006, Switzer et Adhikari 2000, Chrétien 1996) régionaux (Frère 2000, 2001a, 2001b, 2005, Perret 2005) et continentaux (Bourgault 1995, Tudesq 2002). Cependant, peu de travaux sont consacrés à la socialisation et aux trajectoires des journalistes africains à l'international ; à la mise en forme d'une « cause » des médias africains ; ou encore à l'influence de la circulation internationale des acteurs et des représentations sur les champs nationaux comme sur la formulation de la cause elle-même. L'espace du Forum social mondial est une bonne occasion d'analyser ces dynamiques « d'import-export symbolique » (Dezalay et Garth 2002) et les fragmentations politiques, historiques, sociales et culturelles sur lesquelles elles se greffent au sein des champs médiatiques nationaux.

Nous avons rassemblé sous l'expression « cause » (Siméant 1998) des médias l'ensemble des individus et organisations qui formulent des revendications sur le fonctionnement et l'environnement des médias, via un discours critique et/ou la production d'information. Les militants africains de l'information présents au FSM forment un ensemble fragmenté. On peut, afin d'en clarifier la cartographie, distinguer dans un premier temps les médias à proprement parler, dont l'activité principale est la transmission d'information, et les organisations effectuant un travail de plaidoyer.

Qui était présent au FSM ?

L'Institut Panos pour l'Afrique de l'Ouest (IPAO), basé à Dakar, a été particulièrement visible : il a organisé plusieurs ateliers et édité *Flamme d'Afrique*, l'un des journaux distribués gratuitement dans l'enceinte du stade où avait lieu le forum. Pour cela, en plus de six de ses employés, l'IPAO a invité une trentaine de journalistes africains. L'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) bien implantée en Afrique, habituée des forums sociaux, a organisé cinq séminaires. Alternative Espaces Citoyens est une association nigérienne proche du Conseil international du FSM, qui édite un journal et anime une radio du même nom. Le réseau Indymedia, dont la branche africaine est encore peu développée¹, a organisé un centre de médias indépendants (IMC) regroupant des militants africains, européens et nord-américains, monté une radio qui émettait depuis le stade et posé les bases d'un partenariat avec Koch FM, une radio de jeunes des bidonvilles de Nairobi. Des militants d'Indymedia Afrique du Sud sont venus de leur côté avec le Center for Civil Society (CCS), un centre de recherche de Durban. Enfin, des journalistes congolais, souvent insérés dans le réseau de l'Institut Panos Paris et proches de la Confédération nationale des radios libres

¹ Le réseau Indymedia Afrique a été créé sous l'impulsion d'un militant camerounais réfugié aux Etats-Unis et de militants du Nord qui ont organisé en 2003 une caravane de l'Espagne au Sénégal, ainsi qu'une conférence à Dakar en mars 2004, pour tenter d'implanter le réseau en Afrique.

française ont été invités à titre individuel par des organisations de développement ou de reconstruction post-conflit.

Un paradoxe est à relever : l'absence quasi-totale de ce qui est classé de manière endogène au Kenya sous la catégorie « médias alternatifs ». De manière générale, certains milieux militants kenyans ont été absents du forum. Si cette carence de la mobilisation de la « société civile kenyane » a été reprochée au comité d'organisation du FSM (Oloo 2007, People's Parliament 2007), cette absence des médias alternatifs kenyans doit également être envisagée sous l'angle du degré d' « extraversion »² (Bayart 1989)³. Seules deux organisations médiatiques kenyanes ont été présentes au Forum, sans pour autant organiser d'activités : Koch FM et un mensuel, *The Big Issue*⁴. Nous tenterons d'apporter des réponses sur les raisons de leur détachement dans le paysage médiatique alternatif au Kenya.

Un élément de comparaison, la « presse alternative » kenyane

Le paysage médiatique kenyan est découpé entre ce qui est appelé sur place la « mainstream press » et la presse « alternative ». Le marché est dominé par deux grands groupes de communication face auxquels tentent de subsister des publications portées à bout de bras par des journalistes souvent issus de la sphère des médias dominants, mais dont ils se sont exilés de manière plus ou moins volontaire, pour des raisons politiques ou du fait de leur engagement syndical. Ces publications « alternatives » sont, dans une certaine mesure, les héritiers des médias créés autour du moment du passage au forceps au multipartisme, au début de la décennie 1990, et qui ont été durement réprimés par le régime Moi (Grignon, 1998)⁵. C'est dans cette décennie que se sont cristallisées les identités « alternative » et « mainstream », ce dernier qualificatif faisant également référence à une attitude tiède par rapport à la dictature⁶. Aujourd'hui, certains des journalistes qui écrivent dans la presse alternative se mobilisent pour pousser à la mise en place d'une législation qui régule le marché des médias. Ils appellent à une information plus proche des préoccupations des Kenyans et plus indépendante. D'autres ont vu ou poussé leurs publications à se transformer en presse à scandale, afin de pouvoir créer une niche sur le marché et maintenir un certain niveau de ventes⁷. Particulièrement insolente envers le pouvoir, parfois sur les registres les plus graveleux, cette presse a encore été, en janvier 2004, c'est-à-dire après l'alternance de 2002, la cible des pouvoirs publics. Ces journalistes sont peu soutenus par leurs collègues « mainstream » et ne bénéficient pas de contacts à l'étranger. Ce rapide tableau nous

² « [Mobilisation] des ressources que procure [le] rapport – éventuellement inégal – à l'environnement extérieur », Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 p. 43.

³ Certains militants informationnels kenyans étaient en contact avec des organisateurs du CO mais n'ont pas éprouvé la nécessité d'investir du temps et des moyens dans le FSM (entretien avec un membre du Media Council kenyan).

⁴ De manière détournée puisque celui-ci, s'il s'associe dans ses pages à la démarche du forum (voir a été créé à l'occasion, le numéro vendu étant le numéro 1) et développe un discours critique sur les médias au Kenya, était seulement vendu dans le stade par des jeunes des bidonvilles de Nairobi, qui gardaient pour eux un pourcentage des ventes.

⁵ Il est intéressant de noter que ces médias ont souvent été créés par des avocats, des membres du clergé ou des militants des droits de l'homme.

⁶ Même si en réalité, la séparation n'était pas aussi nette sur le fond. Le *Weekly Review* par exemple, bien que classé dans le groupe « mainstream », usait souvent du registre de la dénonciation. Merci à Marie-Emmanuelle Pommerolle de m'avoir indiqué cette précision.

⁷ Evolution comparable à des exemples latino-américains : Bresnahan Rosalind (2003), « The Media and the Neoliberal Transition in Chile. Democratic Promise Unfulfilled », *Latin American Perspectives*, issue 133, vol. 30, n° 6, p. 39-68.

permettra de caractériser plus précisément les modèles de journalisme qui sont mis en valeur au FSM.

Alternative à quoi ?

Le cadre du forum social nous permet de saisir un tableau non exhaustif de ce qui pourrait être qualifié de « presse alternative africaine ». Loin d'une évaluation normative du degré « d'alternativité » (Albert, 1997) de ces médias, cette étude se veut une occasion d'analyser comment et sur quels éléments (relation à l'Etat, à l'ancienne puissance coloniale, au public, aux autres médias, héritages politique et militant) se façonnent des lignes éditoriales et des recommandations déontologiques. Dans quelle mesure est-on dans une situation de domination d'un modèle médiatique sur un autre ? Si le cas kenyan paraît assez clair sur ce point, la question mérite d'être posée dans le cas d'autres pays, en particulier lorsque les médias observés bénéficient de crédits importants de la part d'organisations internationales ou de programmes de coopération. Les médias présents au FSM se définissent-ils en fonction d'autres médias ? Si oui, quels sont les éléments sur lesquels ces militants se différencient des médias désignés comme « classiques » ou « mainstream » et sur quels critères se différencient-ils entre eux ? Ces différences sont-elles vérifiées ? A quelles références historiques, politiques et idéologiques les acteurs de la cause des médias font-ils appel pour façonner leur ligne éditoriale ?

Les organisations africaines présentes au forum produisent des discours critiques, analytiques, revendicatifs qui façonnent des modèles, des normes professionnelles et morales sur le journalisme en Afrique. Le FSM peut être défini en ce sens comme un « marché des modèles » (Rambaud 2005) médiatiques. Par « modèle médiatique », nous entendons la rencontre entre un système de représentations basé sur des valeurs souvent désignées sous les termes « déontologie » ou « professionnalisme » et des exemples concrets de production médiatique (références à des organes médiatiques existants).

Les médias alternatifs africains : reprise ou réinvention de modèles de mobilisation ?

Dominique Cardon et Fabien Granjon, observant les mobilisations altermondialistes en France et en Europe, distinguent deux « familles » historiques de critique des médias (Cardon et Granjon 2005). L'une, « anti-hégémonique », basée sur la critique du caractère capitaliste des entreprises de presse, de la concentration du marché, des choix éditoriaux de journalistes influencés par leur appartenance à des classes sociales privilégiées et du fait que ces médias véhiculent une idéologie néolibérale. L'autre type de critique, « perspectiviste », est influencé par la philosophie de Toni Negri, et conteste « l'accaparement de la parole par les professionnels » (Cardon et Granjon 2003). Elle met en valeur la subjectivité des acteurs et appelle à l'ouverture à la parole des publics. Que devient cette classification sur le terrain africain ? Y a-t-il énonciation de mobilisations informationnelles qui seraient propres au continent africain ou se réclame-t-on d'une universalité de la cause ?

Les mobilisations informationnelles trouvent leurs sources dans les années 1960 et 1970, empruntant à la théorie de la dépendance, au tiers-mondisme et à l'anti-impérialisme. L'UNESCO s'est emparé de la cause en définissant des objectifs de « décolonisation de l'information ». En Afrique, l'organisation a appuyé la création d'agences de presse, continentale (la PANA, Agence de presse panafricaine), régionales ou nationales. L'aventure du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) disparaîtra suite au départ de l'UNESCO des partisans de la « libre circulation de l'information », les Etats-

Unis (en 1984) et le Royaume Uni (1985)⁸, mais également, en Afrique, la récupération des agences de presse par les gouvernements (Frère 2000). Cet épisode va-t-il être repris dans les discours des militants du FSM et comment ? Est-il à la base des mobilisations actuelles ou cette cause a-t-elle été réinventée ?

Les médias, au centre d'une entreprise d'exportation symbolique ?

Les héritages des années 1970 ne sont pas les seules influences en jeu. Il faut compter sur celles des grandes fondations philanthropiques et des services de coopération qui soutiennent ces organisations. Si certaines ont mobilisé des fonds propres, toutes ont bénéficié de soutien financier externe pour pouvoir participer au forum, ce qui nous permet de dresser une première cartographie des bailleurs de la cause des médias africains au FSM⁹.

Opérant une sociologie des élites latino-américaines internationalisées, Yves Dezalay et Bryant Garth (2002) montrent comment l'importation de « nouvelles orthodoxies » (le néolibéralisme mais aussi une certaine lecture des droits de l'homme) correspond à des stratégies des « exportateurs » comme des « importateurs » : « La réussite des stratégies d'import-export d'expertise d'Etat dépend du degré d'homologie structurale qui peut exister, à un moment spécifique de leur histoire, entre les champs du pouvoir d'Etat, au Nord et au Sud ». C'est-à-dire que pour prendre, les flux symboliques doivent être greffés dans des espaces où des acteurs politiques peuvent les réinvestir. Que retirer de ce phénomène pour l'environnement médiatique d'une part, et le contexte africain d'autre part ?

Le continent africain a la particularité de devoir faire face à plusieurs couches de domination. Il est le lieu des concurrences entre les hégémonies des anciennes métropoles, des Etats-Unis, mais aussi d'autres pourvoyeurs de développement et d'influence intellectuelle, la Chine, l'Inde et le monde arabe, hégémonies concurrentes qui s'illustrent par le nombre impressionnant de radios étrangères présentes sur les sols africains.

En ce qui concerne le journalisme, les réflexions de Nicolas Guilhot (2004) sur l'influence de la fondation Soros sur les sciences sociales peuvent être réutilisées, d'autant plus que Soros est très présent dans le secteur des médias africains. Il s'agit d'« imposer comme principes universels de formation des élites dirigeantes des principes conformes à leurs intérêts spécifiques sous la forme objectivée et universalisée qui est celle du système d'enseignement. » Le journalisme a fait l'objet de l'édiction de règles « universelles » de déontologie. Par ailleurs, le principe d'impartialité, rappelé en particulier dans des situations

⁸ Londres réintégrera l'institution en 1997, Washington en 2003.

⁹ On remarque d'abord la présence importante des programmes de coopération bilatéraux : Canada et Suisse pour l'AMARC, qui a aussi bénéficié du soutien de Panos Paris, de Novib (la branche néerlandaise d'Oxfam) et de l'IPS. Certains militants informationnels ont été soutenus par des organisations sur des bases thématiques : des militants contre le nucléaire pour Alternative (qui a organisé un atelier sur les conséquences de l'exploitation de l'uranium au Niger), ou le CCFD pour un journaliste congolais invité à participer à un atelier sur les conflits. En ce qui concerne *Flamme d'Afrique*, le journal a bénéficié du soutien du Forum social africain, d'Enda, de l'Open society initiative for West Africa (OSIWA, la fondation Soros régionale), de l'IPS, du CCFD, de Novib et de la coopération italienne. La radio Panos qui couvrait le forum a bénéficié du soutien de la West Africa Democracy Radio (WADR), une radio sénégalaise créée par l'OSIWA. Alternative Espace Citoyen a été aidé par Alternative International, basé au Canada, et par l'IPAM. Enfin Indymedia Africa a financé sa participation grâce à une fondation néerlandaise, XminY, et une fondation allemande, Umverteilen. Nous livrons ici les réponses des personnes interviewées aux questions sur le financement de leur voyage et de leur activité au FSM. Cette liste ne concerne donc pas d'autres activités des organisations présentes en dehors du FSM. Pour la question spécifique des formations professionnelles, voir p. 17.

de conflit, constitue un terrain fertile puisque « dans la mesure où il repose sur une conception apolitique et objectiviste du discours économique, le *Washington consensus* peut paradoxalement prétendre incarner une forme de savoir libéré de l'emprise idéologique. » Les prétentions universelles des discours sur la déontologie journalistique en font, comme les droits de l'homme par exemple, de bons outils d'exportation symbolique.

Pour les philanthropes néo-keynésiens¹⁰ (Houtart 2002), la figure du journaliste peut apparaître comme une cible idéale : dans des sociétés où les injonctions à la « bonne gouvernance » sont de mise, elle représente un idéal de démocratisation. Par ailleurs, les journalistes sont des intermédiaires utiles et des interlocuteurs facilement accessibles pour faire passer des politiques de développement : faisant partie d'une élite diplômée, ils ont cependant un accès privilégié aux populations visées par les programmes d'aide. Les journalistes sont sensibles à des valeurs de neutralité politique et remplissent eux-mêmes des fonctions de vigilance contre la corruption et les abus de pouvoir aisément compatibles avec les exigences des bailleurs de fond. Au Kenya par exemple, ils sont particulièrement prompts à reprendre à leur compte les déclarations critiques des bailleurs de fond sur les actes de « mauvaise gouvernance » du gouvernement, tout en les critiquant par ailleurs sur d'autres sujets.

Quelles sont les trajectoires militantes et professionnelles, les (contre-)modèles internationaux ou autochtones qui aboutissent à ce marché des modèles médiatiques que l'on observe au FSM ?

Nous verrons d'abord comment et pourquoi se construit un discours commun autour de la notion « d'utilité » des médias pour des causes annexes, pour ensuite nous pencher sur les cibles de la critique des médias en Afrique et le type de modèle médiatique prôné au FSM.

La construction de la cause des médias sur le canevas de l' « utilité » de l'information

Un passage obligé pour la mise en forme de la cause ?

« Radios communautaires et droits humains », « Femmes et programmation de genre », « Les médias indépendants et associatifs dans les luttes sociales en Afrique »... Les titres des ateliers illustrent le fait que dans les discours des militants informationnels africains du FSM, la mobilisation autour des médias est intimement mêlée à des causes qui lui sont externes : réduction de la pauvreté, promotion des droits de l'homme, reconstruction post-conflit. Les médias, et la radio en particulier, sont présentés comme étant des instruments efficaces pour remplir des objectifs définis comme prioritaires, via l'éducation, la mobilisation, ou une capacité d'alerte des pouvoirs publics.

L'idée est d'accorder une plus grande visibilité aux questions qui touchent les populations marginalisées et qui sont absentes des médias « mainstream ». Les journalistes sont encouragés à modifier les thèmes traités et les angles des reportages, via des formations professionnelles et des « banques de programmes » sur des sujets spécifiques (le genre, le sida), voire par la création de médias spécialisés et destinés à un public déterminé (les

¹⁰ Les thèses du néo-keynésianisme se caractérisent par le fait « qu'elles ne remettent pas en question la logique du capitalisme, mais qu'elles essayent de remédier à ses abus et à ses excès. Le capitalisme sauvage est rejeté, soit parce qu'il met en danger le système lui-même, soit parce que ses coûts écologiques et sociaux sont trop élevés. Dans le premier cas, on se base sur une éthique interne au système : les règles du jeu doivent être respectées, mais pour mieux le faire fonctionner. » (Houtart 2002)

femmes, les populations pastorales). Une emphase est mise sur la couverture des « solutions » au sous-développement et aux conflits : « Plutôt que de juste dire que l'eau est polluée, il faut traiter ça sous l'angle de qu'est-ce qui a été fait pour y remédier¹¹. »

Pour « améliorer concrètement les vies des gens¹² », il est conseillé de mettre de côté les querelles politiciennes pour s'intéresser aux préoccupations des plus pauvres, définies comme en étant détachées. La directrice de l'AMARC Afrique explique que les médias ne doivent pas « [sur-couvrir] la politique en ignorant d'autres espaces comme les bidonvilles »¹³, introduisant une opposition entre « politique » et « développement » qui assimile la politique aux manœuvres partisans et que l'on retrouve souvent dans le discours africain de critique des médias¹⁴. Cette critique de la « politisation » des médias africains est souvent associée à un manque de « professionnalisme » et au manque de ressources. Certains observateurs reprochent aux médias africains de s'associer à différents acteurs politiques et de reprendre des répertoires de la revendication et de la dénonciation (Perret 2005), mettant à mal les règles d'objectivité et se laissant aller à des pratiques de corruption. L'abandon de l'inscription dans le débat politique peut donc apparaître dans l'espace militant comme un gage de qualité, pour les journalistes africains comme pour les bailleurs.

De manière générale, cette tendance est encouragée par les bailleurs, qui voient dans les radios de bons moyens d'atteindre des populations marginalisées et de remplir des objectifs de développement économique et social. Diana Senghor, directrice de l'IPAO, estime que si les médias reçoivent une attention des fondations et des programmes de coopération, c'est souvent de manière détournée, et les enjeux autour de la modification de la législation en faveur de la liberté de la presse, la défense de journalistes emprisonnés ou la création d'instances de régulation reçoivent moins d'attention. Elle témoigne de la difficulté de financer des projets touchant exclusivement à la question des médias :

« L'intérêt pour les médias c'est comment est-ce qu'on peut utiliser les médias pour les priorités qui sont celles des bailleurs. La communication en tant que telle n'est pas considérée comme un secteur de développement, et donc c'est un peu marginalement qu'on va le financer...

C'est un peu un outil en fait...

Oui ! C'est un instrument, comment on instrumentalise les médias... Comment on va utiliser les médias dans la lutte contre la pauvreté, dans la lutte contre le sida, pour la bonne gouvernance... Ca oui... Mais le secteur de la communication avec tous ses problèmes... Euh, les cadres juridiques, l'environnement économique dans lequel opèrent les médias, le renforcement des capacités des professionnels, ça c'est très difficile à financer, ça se fait marginalement... (...)Communication pour le développement ça va. Il faut prendre une ligne dans les clichés cognitifs des bailleurs. Parce que là les modes varient¹⁵. »

La « thématization » est alimentée par la fragmentation des aides financières. Nombre d'entre eux reçoivent des aides ponctuelles venant de bailleurs multiples en fonction de projets thématiques. Alternative Espaces citoyens a bénéficié en 2006 d'une aide du PNUD dans le cadre des Objectifs de développement du millénaire pour la réalisation de « séances

¹¹ « Les médias indépendants et associatifs dans les luttes sociales en Afrique », 22/01/07.

¹² Clément Njoroge, « Editor's note », *The Big Issue*, Nairobi, n°1.

¹³ Grace Githaiga, cite dans Rebecca Wanjiku, « Journalists must involve communities », *Flamme d'Afrique*, n°5, 24/01/07.

¹⁴ Ce choix de séparer politique et développement et de se désintéresser des faits et gestes des élites politiques peut également être un moyen de se protéger d'éventuelles représailles violentes.

¹⁵ Entretien avec Diana Senghor, réalisé avec Pascal Dauvin le 22 janvier 2007 à Nairobi.

d'animation et de formation, ainsi que des émissions radiodiffusées sur les droits de l'enfant¹⁶ ».

Par ailleurs, les programmes de coopération bilatéraux pour le développement ont donné, en particulier depuis le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) en 2001, une priorité aux « nouvelles technologies de l'information et de la communication ». La France a lancé en 2003 un programme destiné à « réduire la fracture numérique et à mettre les NTIC au service du développement » en Afrique subsaharienne¹⁷. Internet a été immédiatement mobilisé en tant qu'outil au service de causes annexes (Laborde 2004).

L'intégration dans des réseaux militants mixtes, comprenant des acteurs et des organisations extérieurs à la cause médiatique est une ressource importante pour les militants de l'information. Pour venir Forum social, un certain nombre de journalistes et de militants informationnels ont été soutenus par des organisations qui ne sont pas directement impliquées dans la cause médiatique. Cet élément est important car il détermine la participation de militants de l'information à des mobilisations qui sortent du cercle des professionnels des médias, ce qui n'est pas évident pour la cause médiatique :

« Vous avez vu l'intérêt pour la communication ? (...) Il est quasi nul ! (...) A la plénière il y avait personne. (...) Ils ont organisé la cession ce matin. (...) Ni les panélistes, ni euh... Ben, pas de public... L'intérêt est très faible... Et mettre la communication en tant que plénière, une des 14 plénières, c'était un dur combat...¹⁸ »

L'institut Panos est très intégré dans l'organigramme du FSA¹⁹, et justifie d'autant plus sa présence qu'il édite *Flamme d'Afrique*, souvent assimilé à un « journal officiel du forum », au grand dam de ses éditeurs. L'exemple des rares médias kenyans qui ont été intégrés au FSM est dans ce sens particulièrement frappant. En effet, leur participation a été déterminée par leur insertion dans des réseaux de solidarité qui ont eu une place privilégiée au forum : le réseau Koinonia²⁰ pour *The Big Issue* ; le réseau Indymedia, dont fait partie un des membres du comité d'organisation kenyan du FSM, pour Koch FM. Cette intégration dans des réseaux annexes n'est pas seulement due à un manque de ressources militantes mais également à une nécessaire reconfiguration de l'objet de son engagement par les militants face au manque d'intérêt dont sont victimes les médias dans le forum.

L'émergence d'Indymedia en Afrique du Sud est intéressante à ce niveau, puisqu'elle est liée dans l'esprit d'un de ses militants, Tema Kyuse, au « décollage » des mouvements de mal-logés en Afrique du Sud à la fin des années 1990²¹.

¹⁶ <http://www.pnud.ne/fichegouv3.pdf>

¹⁷ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/internet-ntic_1038/ntic-pour-developpement_5332/appel-projets-fonds-aden_48753.html

¹⁸ Entretien avec Diana Senghor, directrice de l'IPAO, réalisé avec Pascal Dauvin à Nairobi, le 22/01/07.

¹⁹ Diana Senghor travaillait à Enda, qui abrite le secrétariat du Forum social africain, avant d'aller à Panos, et elle fait partie du Conseil du FSA

²⁰ Réseau chrétien très implanté dans les bidonvilles et très présents dans le FSM.

²¹ Entretien avec Tema Kyuse, Nairobi, 14/01/07 : « Dans ces cercles de militants de gauche à Cape Town, presque tout le monde connaît Indymedia même s'ils ne travaillent pas pour eux. A Cape Town c'est sûr. Beaucoup de mouvements sociaux qui ont émergé au moment du décollage de trucs comme les compensations en Afrique du Sud, en 1997, 1999, beaucoup de militants du logement en particulier sont venus et ont répercuté leurs luttes sur Indymedia. (...) Donc c'est une faction que vous retrouvez surtout représentée dans Indymedia à Cape Town. »

Les ateliers consacrés à l'information furent caractérisés par une forte endogamie entre ceux qui composaient le public et les orateurs : animés par des journalistes ou des employés d'organisations de plaidoyer sur les médias, ils étaient suivis par des journalistes, donnant l'impression d'une réunion de travail²². L'élargissement de la mobilisation apparaît donc comme une priorité à certains militants. Il passe par une intégration des usagers des médias dans les programmes, via les radios communautaires, mais aussi par le développement d'un discours sur la régulation des médias qui donne au public un rôle de « chien de garde », ou encore par l'organisation d'activités annexes : campagnes d'éducation civique à la radio, formation d'observateurs pour les élections, organisation de manifestations politiques ou culturelles, couverture du forum via *Flamme d'Afrique*... Alternatives a lancé le Forum social nigérien et prend part activement à des mouvements sociaux comme le Mouvement contre la vie chère²³. Certains militants vont même jusqu'à revendiquer un rôle de représentation politique via l'organisation de débats radiodiffusés²⁴.

Une continuité dans les trajectoires militantes et les difficultés à assumer l'engagement informationnel de la part de certains militants

Cet encouragement à la spécialisation des médias sur des thématiques de santé publique ou de développement de la part de certains bailleurs n'est pas le seul élément déterminant. En effet, certaines organisations formulent des demandes en termes de « renforcement du pluralisme », et l'offre des bailleurs ne se limite pas qu'aux projets de radios communautaires spécialisées²⁵. Cette tendance au déterminisme et à la thématisation est dominante au sein du FSM car à cet encouragement « par le haut » des bailleurs font écho des préoccupations et des trajectoires militantes, des débats profonds autour du rôle des médias dans les pays en voie de développement et une croyance très ancrée dans le pouvoir des médias, et notamment des médias communautaires, à améliorer le sort des populations les plus en difficulté²⁶. Cette « homologation structurale »²⁷ permet à la conception du « média utile », à la responsabilité sociale renouvelée, de s'ancrer parmi les bailleurs et les militants des médias en Afrique. Nourri de ces significations locales, le concept « d'utilité des médias » associé à des objectifs de développement devient suffisamment large et consensuel pour rassembler des militants aux

²² Pour le réseau Alternative, la différence a été flagrante en termes de fréquentation entre un atelier sur les médias et un autre sur l'exploitation de l'uranium nigérien par la compagnie française AREVA, accusée de pollution et de pillage.

²³ Qui s'est déployé en 2005 au Niger.

²⁴ Atelier « Les médias indépendants et associatifs dans les luttes sociales en Afrique : échange sur des cas pratiques et propositions d'actions concertées », organisé par Alternative Espaces Citoyens le 22/01/07.

²⁵ A en croire le récapitulatif des bourses attribuées dans le cadre du programmes « Medias, arts et cultures » en Afrique (essentiellement le Kenya, l'Afrique du Sud et le Nigéria) depuis 2005, sur 20 lauréats, 11 avaient des projets explicitement tournés vers des objectifs de réductions des inégalités de genre (2) de santé publique (notamment le sida : 2), de réduction de la pauvreté, urgence et gestion foncière (4), de « droits humains » (1) et de « développement » (2). Les 9 autres lauréats avaient des projets hétérogènes : soutien à des films indépendants, au journalisme d'investigation, formation technique de jeunes journalistes, liberté d'expression (soutien à l'organisation Article 19), soutien à Pambazuka (journal altermondialiste africain en ligne), projet contre le piratage des films au Nigéria, soutien au Media Council kenyan et soutien au montage d'un séminaire sur les médias dans une université sud-africaine.

²⁶ L'idée selon laquelle les médias doivent se mettre au service d'une cause qui les dépasse n'est pas nouvelle en Afrique. Marie-Soleil Frère rappelle que dans les années 1970, les journalistes se voyaient rappeler « la nécessité (...) de contribuer au développement du pays en exerçant une fonction éducative appuyant l'action du gouvernement. » (p. 32). Si la dimension d'appui au gouvernement n'est pas présente au FSM, il est frappant de noter les similitudes dans les discours entre cette époque et les défenseurs des radios communautaires au forum.

²⁷ Yves Dezalay et Bryant Garth, *La mondialisation des guerres de palais*, Seuil, 2002.

origines et aux convictions diverses. Comment s'expriment ces conceptions chez les militants informationnels africains ?

Certains militants sud-africains du collectif Indymedia reprennent par exemple le modèle d' « advocacy journalism », qui prône l'adoption d'un certain point de vue dans la couverture des faits, et qui est mis au service d'une cause spécifique que le journaliste veut défendre. Ce modèle représente également pour ces militants un moyen de se distinguer des médias de masse : « L'advocacy journalism en gros c'est raconter les histoires des plus pauvres. Celles que les médias de masse ignorent²⁸. »

On observe par ailleurs une continuité entre l'engagement individuel pour une cause et l'engagement dans les médias. Le cas de Faith Ka'Manzi montre une certaine linéarité entre la lutte pour la reconnaissance des journalistes et artistes noirs, ainsi que des problèmes touchant les Noirs dans l'Afrique du Sud post-apartheid. Problématique qui reflète son propre itinéraire. Il s'agit là de la continuité d'un engagement pour une représentation politique plus juste dans la sphère politique, et par là médiatique, de la communauté noire²⁹ et des femmes. Féministe, engagée à l'Université dans le mouvement pour la Renaissance africaine, associant sa vocation à l'ouvrage de Steve Biko, *I write what I like*³⁰, le récit de ses difficultés dans les salles de rédaction et de ses désirs de mettre en « Une » des artistes noirs montre cette continuité entre engagement militant et journalisme :

« A un moment, j'étais la seule femme noire dans la salle de rédaction, et c'était dur, le rédacteur en chef ne me donnait pas de sujets, alors je devais trouver des sujets et ce qu'il se passait c'est qu'en fait je trouvais des sujets exclusifs, et putain, il ne me croyait pas. (...) Ensuite je suis allée dans la rubrique culture (...) et j'ai commencé à mettre en une des musiciens et des artistes noirs. (...) C'était en 2000-2001, ils écrivaient sur des musiciens noirs, mais toujours en deuxième position de leurs pages, alors mes musiciens me disaient waouh, pour la première fois nous pouvons être sur la une de la rubrique culture d'un journal blanc très important ! (...) Souvent, en tant que militant, il y a des choses pour lesquelles tu dois te battre seul³¹. »

La justification du rôle des médias émanant des journalistes du groupe Alternative évite le terme de « développement » pour utiliser celui de « lutte ». L'information doit être généraliste mais orientée dans le sens d'un appui à la mobilisation. Alternative a été fondé par des intellectuels d'extrême gauche très critiques envers le gouvernement, insérés de longue date dans des réseaux de solidarité internationale anti-impérialistes. Moussa Tchangari, ancien leader étudiant maoïste, qui dirige l'association, fait encore partie d'un parti politique, l'Organisation révolutionnaire pour la démocratie nouvelle. Leur définition du rôle des médias reprend les catégories de discours de leur trajectoire militante, dont la production médiatique est un « prolongement ».

« J'étais à la tête du mouvement étudiant en 1990. (...) Et donc le journal du coup c'est un outil important qui permet de poursuivre notre combat pour mobiliser les gens pour qu'ils se battent pour le respect de leurs droits (...) et aussi améliorer leurs conditions de vie, pour qu'ils se battent pour l'amélioration de leurs conditions de vie, parce que la démocratie formelle ne suffit pas, il faut aussi qu'il y ait un contenu social. (...) On a un travail de mobilisation. C'est dans ce cadre là qu'on écrivait³². »

²⁸ Entretien avec Faith Ka'Manzi, journaliste à Indymedia South Africa, réalisé le 20/01/07 à Nairobi.

²⁹ Pour un état des lieux des mutations de la presse de l'apartheid après 1994, voir l'article de Herman Wasserman, « Les médias afrikaans après l'apartheid : un héritage encombrant ? », *Politique africaine*, n°103, octobre 2006.

³⁰ Militant anti-apartheid, Steve Biko est mort en détention en 1977.

³¹ Entretien avec Faith Ka'Manzi, journaliste à Indymedia South Africa, réalisé le 20/01/07 à Nairobi.

³² Entretien avec Moussa Tchangari, Paris, 14/02/07.

Les clivages et les logiques de différenciation, liés à la définition de l'utilité du média, tournent autour de la question de la critique, du positionnement par rapport à l'Etat et aux organisations internationales, et impliquent la définition du journalisme, ce qualificatif pouvant être dénié à certains :

« Vous avez des radios communautaires qui ne partagent pas par exemple les valeurs autour desquelles nous nous battons. (...) Ils font juste un travail qui est utile souvent, d'information, de sensibilisation, y en a juste qui font ça, qui ne sont pas vraiment politiques. (...) C'est des radios qui sont là pour dire aux gens qu'il faut se laver les mains avant de manger... (...) »

Et celles-là, pourquoi elles font ça ? Elles ont peur de la répression ? Parce qu'elles ont un bailleur qui ont un agenda...

Oui les bailleurs ont voulu que ce soit comme ça qu'elles soient. Parce que bon souvent ce sont des radios qui ont été créées par le PNUD, le Programme des Nations unies pour le développement. Certaines ont été créées par le SNV, une ONG de coopération internationale. Certaines ont été créées par la coopération suisse, il y en a qui ont été créées par la coopération française, il y en a qui sont créées par l'USAID...

C'est des bailleurs qui n'ont pas spécialement envie d'avoir un agenda critique du gouvernement, c'est ça que tu veux dire ?

Ils ne veulent rien critiquer. Certains quoi. Et donc ils veulent des radios, qui vont dire aux paysans... Qui donnent des bulletins météo par exemple... (Il sourit)

Ca a l'air de te faire rire...

Ca fait rire. Ca doit faire rire.

C'est un peu rire de ce manque d'indépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds quand tu es journaliste ?

Y a pas de journaliste là-bas.

C'est pas des journalistes ces gens-là ? C'est quoi ?

Des animateurs.

C'est pas pareil ?

Non, c'est pas pareil³³. »

On remarque de manière générale des attitudes contrastées quant à l'auto-désignation des militants informationnels sous le vocable « journaliste ». Parmi les personnes que nous avons interrogées, très peu se sont présentées sous ce terme, mis à part les journalistes de *Flamme d'Afrique*, largement issus de médias commerciaux et invités au forum pour le couvrir et non pour y militer. Parmi ces derniers, certains se démarquent des « altermondialistes ».

« Le principal critère qu'on prend c'est vraiment pas le critère du militantisme. On n'en fait pas des altermondialistes... Au fil du temps ils sont sensibilisés à ces problèmes évidemment, mais il y a pas un endoctrinement si vous voulez, pour en faire des militants altermondialistes purs et durs quoi³⁴. »

Un journaliste congolais, Kizito Mushizi, s'il est bien connu des ONG de défense des droits de l'homme et n'exclut pas dans l'avenir d'entamer une carrière dans les organisations internationales, ne lie pas sa vocation à la continuité d'un engagement militant annexe, n'ayant pas lui-même milité avant de commencer à travailler dans une radio³⁵.

³³ Entretien avec Moussa Tchangari, 14/02/07, Paris.

³⁴ Entretien avec Tidiane Kassé, 17/01/2007, Nairobi.

³⁵ Entretien avec Kizito Mushizi, 22/01/07, Nairobi.

Il est donc important de noter que le développement d'un discours sur l'utilité des médias provient en majeure partie de personnes se définissant comme « militant » ou comme travaillant dans une organisation de plaidoyer sur les médias, au point de venir brouiller les contours de la cause, le point de convergence se résumant à l'utilisation commune d'un outil de diffusion.

Au-delà de ces questions de financement et de mobilisation, on remarque chez certains militants informationnels africains un certain complexe de l'inutilité sociale. Sortis du cadre corporatif des revendications (liberté de la presse, régulation du marché), et face à des contextes de misère extrême, les militants informationnels tentent de justifier leur engagement pour une cause immatérielle, qui plus est dans laquelle la neutralité politique est considérée comme une vertu, allant jusqu'à dissoudre l'objet « informationnel ». Parlant des médias, un militant kenyan d'Indymedia explique : « Nos concitoyens sont réellement préoccupés par d'autres choses plus urgentes. Nous avons besoin d'intégrer Indymedia dans la vie et les mobilisations des gens³⁶. »

« Si l'information donnée ne ressort pas sous la forme d'un documentaire ou d'un article, on reconnaît qu'on a réussi avec cette information si elle peut arriver quelque part pour remédier à la situation sur laquelle elle porte³⁷. »

Chez ce militant kenyan qui plus est rejeté de la sphère des médias dominants, on observe aussi une sorte de justification de la non publication : la publication n'est plus un but mais devient un gage de qualité de l'information, étant donnée que les médias « mainstream » ne s'intéressent pas aux problèmes de la majorité de la population.

L'identité de journaliste, qui est convoquée dans certains cadres (entre professionnels dans les ateliers par exemple) peut même être reniée en entretien au profit de celle de militant :

« Moi je suis pas journaliste. (...) Je suis activiste... (...) Je suis venu au journalisme parce que j'ai des idées à défendre. (...) C'est l'engagement politique qui m'a amené à ça. L'engagement militant. Je ne suis pas comme (...) les journalistes qui ont été dans des écoles de journalisme et qui veulent traiter l'actualité etc. Moi je suis journaliste dans un cadre vraiment politique, voilà, j'étais dirigeant d'un mouvement étudiant, et le journalisme est un prolongement de mes actions militantes. Donc moi je suis militant. Les autres c'est l'objectivité, tout ça pourquoi, je sais pas... D'ailleurs ça ne m'intéresse plus de dire que je suis journaliste... (...) Parce que c'est pas crédible en ce moment. (...) »

Et les gens qui travaillent avec toi ? (...)

Personne fait du journalisme chez nous³⁸. »

Les « médias pour la paix » : un exemple de construction d'une cause des « médias utiles »

La thématique des « médias pour la paix » a pris en Afrique une ampleur importante après le génocide rwandais et le traumatisme causé par les « médias de la haine » (Chrétien 1996, Reporters sans frontières 1995). Le modèle de Radio Agatashya, créée sous l'impulsion de Reporters sans frontières pendant le génocide et qui émettait depuis le Sud Kivu, est venu faire écho à une remise en cause des codes de couverture des conflits suite à la première

³⁶ WSF2007Conversation1, African Indymedia Conversation, 15 janvier 2007, <http://docs.indymedia.org>

³⁷ Entretien avec John Bwakali, réalisé le 19/01/07, Nairobi.

³⁸ Entretien avec Moussa Tchangari, Paris, 14/02/07.

guerre du Golfe (IPAO 2004) et au conflit yougoslave³⁹. En Afrique, elle a connu un renouvellement plus récemment avec les conflits au Burundi et ceux du fleuve Mano, en particulier la crise ivoirienne. Ce modèle a conduit à la création de nombreuses radios en Afrique⁴⁰.

Au Nord, cette thématique a été reprise depuis le début des années 1990 par de nombreuses ONG, ainsi que par l'Unesco et l'Union européenne⁴¹. Elle rassemble toute une série de démarches : « peace journalism » (Lynch et MacGoldrick 2005), « journalisme sensible aux conflits » (Howard 2004), « journalisme pro-actif », « journalisme de médiation » (pour une analyse de ces concepts voir Frère 2005). Le « peace journalism » par exemple a été initié et sanctionné au niveau académique par Johan Galtung, influent universitaire norvégien spécialiste de l'analyse des conflits, et relayé par des journalistes britanniques rassemblés dans le groupe « Reporting the world », qui oscillent entre médias et consultance pour des ONG sur le thème des conflits. Ces modèles sont diffusés via l'organisation de conférences dans des pays du Sud touchés par la guerre et l'édition de manuels (Howard 2004). Il vient également servir de base à un débat théorique plus large sur ce que doit être le journalisme, tentant d'en modifier les codes et d'en fournir une autre définition : « Communiquer des informations qui recherchent activement à modifier l'attitude du public vers la résolution pacifique des conflits. » (Howard 2004)

Certains de ces manuels ne bouleversent pas réellement les règles de la déontologie « classique », se contentant essentiellement de les rappeler en insistant sur l'importance d'une analyse préliminaire du conflit⁴². Cependant, ces écrits viennent ancrer l'idée que l'information ne se suffit pas à elle-même et qu'elle doit être envisagée dans un objectif de paix. Cette tendance a causé des débats importants entre professionnels, en particulier en Grande Bretagne et aux Etats-Unis avec la deuxième guerre du Golfe. Les défenseurs du « peace journalism » par exemple, demandent une plus grande contextualisation des événements et l'adoption d'angles mettant en valeur des initiatives de réconciliation, une couverture des oppositions à la guerre, une priorité sur la couverture des atteintes aux droits humains, critiquant le fonctionnement des médias en tant qu'entreprises commerciales, ce à quoi certains opposent « des valeurs plus traditionnelles comme l'honnêteté, l'objectivité et l'équilibre – les seuls principes d'un bon journalisme. L'information c'est ce qui se passe, et nous devrions le rapporter avec imagination et scepticisme⁴³. » La mésentente se cristallise sur la position du journaliste par rapport au conflit : prenant en compte les « effets médiatiques », les avocats du « journalisme pour la paix » pensent que le journaliste est acteur du conflit et qu'il est inséré dans un système de domination, alors que ses contradicteurs défendent la conception selon laquelle le journaliste est observateur, et se méfient des possibilités de récupération d'une information dont la production est déterminée par un agenda influencé par des objectifs définis en externe.

³⁹ Qui a vu le développement par Martin Bell du modèle du « Journalism of attachment » qui redéfinissait le concept d'objectivité et prônait une prise de position des journalistes du côté des victimes.

⁴⁰ Voir en particulier le projet Radio for Peace Building Africa, financé par Search for Common Ground, qui attribue des prix à des journalistes et édite des manuels : www.radiopeaceafrica.org

⁴¹ Qui a financé un programme sur les « médias pour la paix » en Afrique de l'Ouest dont a bénéficié l'IPAO.

⁴² Différenciant par exemple un « bon » d'un « mauvais » journalisme, comme dans le manuel de Ross Howard, *Pour un journalisme sensible aux conflits*, IMPACS, International media support, 2004.

⁴³ Voir la controverse entre Danny Schechter et David Loyn sur Open Democracy : http://www.opendemocracy.net/media-journalismwar/article_993.jsp et http://www.opendemocracy.net/media-journalismwar/article_1227.jsp

Au FSM, cette thématique était présente dans l'atelier « War and the Media »⁴⁴, organisé par Caritas. L'idée était de s'interroger sur les moyens de développer une « culture de la paix » via les médias. L'itinéraire de Kizito Mushizi, directeur de Radio Maendeleo à Bukavu est emblématique. Journaliste dans une radio particulièrement maltraitée par les rebelles congolais entre 1996 et 2002, il a développé des relations importantes avec Panos Paris et la Confédération nationale des radios libres (CNLR) française, il a désormais un partenariat financier avec le CCFD. Au forum, il a incarné dans plusieurs ateliers la problématique du média pris dans une logique de conflit.

Les répertoires d'action et de la critique des médias africains au FSM

Contre les pratiques de continuation des schémas de la domination

Les principaux objets de la critique sont les médias définis comme « étrangers » ou « eurocentriques ». En Afrique de l'Ouest, contrairement au Kenya et à l'Afrique du Sud, on observe peu de grands groupes de communication autochtones et ce sont les radios étrangères comme RFI ou la BBC bénéficient de moyens et d'une qualité de retransmission qui représentent des obstacles importants pour les radios nationales. Il s'agit de réinventer un modèle face à ceux, influencés par les anciennes puissances coloniales ou les Etats-Unis, qui ont cours aujourd'hui en Afrique. En effet, la critique ne s'arrête pas aux radios étrangères, et s'attaque aux pratiques des journalistes africains, accusés d'entériner l'hégémonie des médias étrangers sur la production de l'information selon un mécanisme décrit par Moussa Tchangari :

« Les médias chez nous reprennent ce que disent les médias occidentaux. Si vous travaillez sur toute l'actualité internationale et tout ça, si vous regardez les télévisions chez nous, qu'est-ce que les gens font, les gens ne font que reprendre les éléments diffusés par les grandes chaînes. Mais souvent sans critique, sans recul (...). C'est plus facile, ils sont là couchés, ils reçoivent des dépêches, des trucs, ils les reprennent comme tels⁴⁵. »

Selon Wafula Oggutu, directrice de l'Institut Panos pour l'Afrique de l'Est, ce phénomène reproduit des modèles de domination coloniaux au niveau national ou africain : « Les médias africains ont été une pâle représentation des médias internationaux qui ignorent le fardeau des communautés africaines locales⁴⁶. » Des médias « authentiquement africains », seraient donc, dans cette optique, caractérisés par une représentation de tous, y compris les plus marginalisés socialement.

Plusieurs autres éléments sont en jeu. La récupération des « moyens de production de l'information », c'est-à-dire mettre fin à la dépendance vis-à-vis des agences de presse et des télévisions occidentales pour ce qui est de l'émergence de l'information et de la production d'images :

« L'Afrique a depuis des années été infiltrée par les médias étrangers et (...) cela a réduit les Africains à n'être que de purs consommateurs et pas des producteurs. Le temps est venu pour les Africains d'établir des médias

⁴⁴ 23/01/07, Observation par Sara Dezalay.

⁴⁵ Entretien avec Moussa Tchangari, 14/02/07, Paris.

⁴⁶ M. Kabwato, responsable de HANA, cité dans Rebecca Wanjiku, « Journalists must involve communities », *Flamme d'Afrique*, n°5, 24/01/07, p. 2.

locaux [*'home-grown'*, au sens « d'africain »] en tant qu'alternatives aux médias étrangers qui dominent les ondes et la presse⁴⁷. »

L'idée est de produire une information conforme à la fois aux préoccupations des Africains (choix du sujet) mais aussi au point de vue des Africains (angle de traitement), définis comme étant « pertinents culturellement »⁴⁸. Plus rarement, cette question de la domination du Nord sur les médias met en cause le modèle économique des radios communautaires et la dépendance par rapport aux bailleurs.

Ce discours critique est réflexif : ce sont les journalistes qui, individuellement, perpétuent un système de domination et il leur revient de changer les choses. Il ne s'agit pas d'un discours de mobilisation contre les inégalités entre le Nord et le Sud sur le marché mondial de la communication ou contre une continuité de la domination coloniale. De manière générale, les références au rapport Mac Bride sont le fait de militants du Nord ou d'Amérique latine⁴⁹. Lors d'un atelier sur la diversité culturelle⁵⁰, où il a été reproché aux médias africains de diffuser dans des langues européennes, un intervenant du Nigéria a expliqué que « la diversité des médias c'est une promotion de l'intégration de l'Afrique, car les langues traversent les frontières. En Afrique nous avons un problème de division coloniale des frontières. C'est pour l'intégration régionale. » La question de la diversité linguistique est présentée comme un outil d'intégration régionale : la colonisation est attaquée de manière indirecte, et sur un registre passé. Il existe un sentiment de culpabilité individuelle en tant que journaliste, intellectuel et Africain, particulièrement frappant en ce qui concerne la question de l'usage des langues africaines dans les médias. Loin de la dénonciation, de l'appel à l'aide ou du recours à l'explication par le manque de moyens, c'est à une remise en cause personnelle que l'on assiste. Le même journaliste nigérian explique que c'est lui « l'analphabète », parce qu'il est incapable « d'écrire, de travailler dans [sa] langue maternelle ».

La question de l'éthique⁵¹ et donc de la responsabilité morale du journaliste, fait écho, dans les ateliers, à celles de l'éthnicité, de la corruption et à la figure du « pyromane de l'information »⁵². Elle individualise là aussi la critique des médias. La question de la corruption, qui relie morale et critique de la domination, et donc une critique feutrée des élites économiques et politiques, est également très présente.

Cette individualisation de la critique varie en entretien, où le discours émis par Moussa Tchangari s'avère davantage tourné vers l'extérieur et rejoint les répertoires de la critique des médias des militants informationnels du Nord. Le discours s'inscrit alors dans un cadre global :

⁴⁷ M. Kabwato, responsable de HANA, cité dans Rebecca Wanjiku, « Journalists must involve communities », *Flamme d'Afrique*, n°5, 24/01/07, p. 2.

⁴⁸ Roseleen Nzioka, « Another media is possible », *Flamme d'Afrique*, n°4, 23/01/07.

⁴⁹ Voir l'atelier de la Campagne CRIS, 24/01/07, où les Africains étaient quasi-absents.

⁵⁰ « Médias et diversité culturelle. Un enjeu régional pour l'Afrique, un enjeu global », organisé par l'IPAO le 22/01/07.

⁵¹ Atelier « Promouvoir l'éthique dans les médias. », *op. cit.*

⁵² Institut Panos pour l'Afrique de l'Ouest, « Afrique de l'Ouest : réguler l'information en situation de conflit », *op. cit.*

« Des chaînes comme CNN, tout le monde les voit partout, des chaînes comme... Même les chaînes françaises on les voit chez nous, TV5 et consorts on les voit, et leur traitement de l'information est souvent un traitement partisan⁵³. »

Déjà considérée comme un « bien », ou un « droit », l'information devient également une ressource, voire une propriété, non pas pour celui qui la produit ou qui la reçoit, mais pour celui ou ceux *qui en sont la source*. Il ne s'agit plus seulement ici de produire une information qui sera utile aux *consommateurs*, comme dans le modèle des médias communautaires. L'idée est de remédier au fait que certaines populations *couvertes* par les médias ne pourront pas bénéficier du *retour* de cette information : elles ne pourront pas écouter un reportage qui est fait sur eux, n'ayant pas accès aux médias.

« Si l'information donnée ne ressort pas sous la forme d'un documentaire ou d'un article, on reconnaît qu'on a réussi avec cette information si elle peut arriver quelque part pour remédier à la situation sur laquelle elle porte. Ce que je veux dire c'est que nous ne voulons pas juste utiliser les inputs. On ne construira pas un monde meilleur si on sent qu'il y a un bon sujet et que ce qu'on veut faire c'est juste écrire un article et laisser ça comme ça⁵⁴. »

La valeur d'une information est mesurée selon ce militant au changement qu'elle pourra impliquer pour les personnes dont elle traite. L'idée est de critiquer le manque d'implication du journaliste qui se rend sur le terrain à l'égard des populations qu'ils couvrent et l'« utilisation personnelle » de la situation des gens sur lesquels il écrit.

Les chercheurs et journalistes sud-africains du CCS vont eux jusqu'à définir l'information comme un bien dont la personne source est propriétaire. Dénonçant une sorte de pillage informationnel, ils préconisent une *restitution* de cette information auprès des populations couvertes afin que celles-ci s'en servent pour lutter contre la pauvreté ou pour façonner une mémoire.

Quelle forme de média ? Radio communautaire et « professionnalisme »

Selon le *Lexique d'information-communication*⁵⁵, une radio communautaire est une « radio détenue collectivement, souvent au travers d'une structure associative, et dont les programmes et la zone de diffusion sont caractérisés par leur dimension locale et la défense des intérêts propres à un groupe social, religieux ou 'ethnique' particulier. » Considéré comme étant le plus apte à favoriser le développement, le modèle communautaire est omniprésent dans les mobilisations informationnelles au FSM. L'idée générale est de construire un média qui soit proche des populations marginalisées, que ce soit en termes de contenus, de diffusion (l'usage des langues locales est valorisé) et de représentation (ces radios sont présentées comme des étendards identitaires pour certaines populations exclues de l'espace public). L'implication des « communautés » est considérée comme un outil de modification des agendas médiatiques. L'idée est aussi, en faisant animer les radios par des membres de la « communauté »⁵⁶, de dépasser les clivages de classe entre les journalistes et les usagers.

⁵³ Entretien avec Moussa Tchangari, *op. cit.*

⁵⁴ Entretien avec John Bwakali, 19/01/07, Nairobi.

⁵⁵ Francis Balle (dir.), *Lexique d'information-communication*, Paris, Dalloz, 2006, 476 p.

⁵⁶ Le terme englobe des réalités différentes selon les interlocuteurs. Beaucoup cependant l'assimilent à un village ou un quartier.

Comme nous l'avons vu plus haut, certains militants africains de l'information rejettent ce modèle, lui reprochant son apolitisme. Cependant, les objectifs des uns et des autres correspondent, Alternative valorisant le fait d'avoir organisé un forum citoyen radiophonique, avec des débats interactifs dans les quartiers pauvres qui permettent d'intégrer les auditeurs dans la production médiatique.

Le rejet des médias commerciaux est généralisé, cependant, les relations que les acteurs entretiennent avec ces médias sont contrastées. L'IPAO ne remet pas en cause le système médiatique et recrute les journalistes de *Flamme d'Afrique* ainsi que ses correspondants au sein de médias commerciaux. Le degré d'agressivité envers les médias « mainstream » dépend en grande partie des itinéraires des militants de l'information et de la nature des marchés nationaux. Les exemples kenyan et sud-africain sont frappants de ce point de vue. Dans ces deux pays, les militants de l'information ont des itinéraires professionnels caractérisés par un rejet ou un abandon de la presse dominante, alors que les militants de l'information ouest-africains ou congolais ont des trajectoires plus linéaires.

Cette redéfinition des relations entre le journaliste et son public peut aller jusqu'à la préconisation d'une intégration du journaliste dans la « communauté ». En général, ce discours est tenu par des acteurs se définissant comme « militant » ou en rupture avec les médias dominants. Il implique une relation de confiance qui vient transcender les normes de distanciation et d'objectivité :

« Je suis membre d'une communauté et je veux apporter des bienfaits à cette communauté, à travers différents moyens, y compris la transmission et les médias, et y compris moi en tant que journaliste professionnel qui écrit un article dessus. Maintenant, si j'entre en interaction avec une communauté, à Kisumu [ville de l'ouest du Kenya, dont il est originaire], je suppose que parce que nous avons eu une approche intégrée, nous avons déjà travaillé ensemble. (...) Si une organisation me parle d'un problème, je leur transmettrai pas en tant que journaliste qui cherche un sujet (...) parce que je les connais, qu'ils me connaissent, maintenant je regarde ça selon une perspective Indymedia, si je sens qu'ils ont un sujet qui a besoin d'être partagé, pour différentes raisons, et bien naturellement, je ferai ça pour eux⁵⁷ »

Le CCS parle aussi d'« organic researchers », *obligés* de revenir pour faire bénéficier ceux qu'il a étudiés de l'information récoltée, parce qu'ils font partie de la « communauté ».

Dans les ateliers du forum et dans le discours des bailleurs, en apparence contradiction avec le modèle communautaire, mais en adéquation avec l'individualisation de la critique que nous avons évoquée plus haut, la formation professionnelle est un outil privilégié. Elle veut permettre de spécialiser sur certaines questions économiques et sociales, d'éviter les dérives (formation en déontologie), ou encore de mettre à niveau techniquement. Si cette constatation du manque de formation professionnelle fait référence à une réalité sur le continent, elle fait également écho à un spectre des « médias ethniques », et par là aux « médias de la haine ». L'ennemi est intérieur et il est tout désigné : c'est le « journaliste pyromane », à qui il faut opposer des « valeurs professionnelles » et des « outils ».

Ces formations prennent la forme de cours en Afrique par des journalistes ou enseignants du Nord, de séjours à l'étranger, d'édition de manuels diffusés en Afrique. Il existe tout un éventail d'institutions et de programmes qui se spécialisent dans la formation professionnelle des journalistes du Sud : l'Institute for International Journalism à Berlin, le Conseil africain pour l'enseignement de la communication, lié à l'Unesco et basé à Nairobi, l'Institut Panos, le Friedrich Ebert Stiftung, l'Open Society Institute (Soros), les écoles françaises (ESJ et CFJ,

⁵⁷ Entretien avec John Bwakali, 19/01/07, Nairobi.

qui a longtemps été associée à la CESTI, l'école de journalisme de Dakar), les universités britanniques et américaines. A ces formations s'ajoutent des voyages de presse, lors desquels les journalistes africains sont invités dans des pays du Nord⁵⁸.

Quels sont les journalistes qui en bénéficient ? Parmi les personnes interviewées lors du FSM⁵⁹, plusieurs cas de figure apparaissent :

- Les formations dites « techniques » sur les médias, bénéficiant aux membres d'une « communauté » ou d'une ONG, en vue du lancement d'une radio communautaire. Elles sont réalisées en général sur place par des ONG, qui peuvent solliciter des journalistes africains ou du Nord, voire des universitaires. C'est ce qu'a proposé l'institut Panos en Sierra Leone par exemple.

- Les formations bénéficiant à des journalistes issus de médias « mainstream », des membres d'une radio communautaire avec une certaine ancienneté ou encore des journalistes projetés sur le devant de la scène internationale suite à un acte de répression. Ce deuxième groupe bénéficie de formations sur des causes particulières, mais aussi de cycles plus généraux, souvent liés à des universités ou des écoles de journalisme du Nord et soutenus par les programmes de coopération, notamment, en ce qui concerne la France, les services de coopération et d'action culturelle (SCAC) auxquels s'associent parfois des fondations.

- Enfin, certains des militants donnent eux-mêmes des cours dans le cadre de programmes de formation thématiques.

Ces observations nous permettent de remonter des itinéraires d'extraversion et de les analyser. On remarque que les organisations internationales jouent sur deux tableaux :

- La collaboration avec des journalistes bien insérés dans la sphère nationale. Certains deviennent des experts sur certains sujets pour les organisations : c'est le cas de Moussa Tchangari, de Kizito Mushizi. Le cas des journalistes sélectionnés par Panos Londres pour aller couvrir le G8⁶⁰ relève d'un schéma similaire. Ces neuf journalistes font partie des médias « mainstream » et ont déjà été récompensés par des prix internationaux. Ils passent par un statut mixte d'observateurs et de militants, comme c'est le cas avec *Flamme d'Afrique*.

- Le soutien ou la création de radios communautaires, qui tirent une légitimité de leur caractère « non professionnel » compris comme intégré sur le terrain.

Ces emphases sur le « professionnalisme » c'est-à-dire un mode d'intervention individualisé, et le modèle communautaire (et par définition animé par des « citoyens » non professionnels) peuvent paraître contradictoires. Cependant, les deux modes d'intervention cohabitent au sein des mêmes organisations. Ce paradoxe apparent peut être expliqué par plusieurs éléments :

- Les organisations consacrent une division des tâches et une diversité de l'offre médiatique, et reprennent les représentations des journalistes et militants eux-mêmes. Les journalistes qui

⁵⁸ Par exemple ceux organisés par le Foreign Press Center du Département d'Etat des Etats-Unis ou le National Council for International Visitors.

⁵⁹ Etant donné le nombre peu élevé d'entretiens réalisés lors d'un terrain très court, ces réflexions relèvent davantage du statut d'hypothèses à valider par une enquête quantitative et des entretiens avec des représentants des programmes en question.

⁶⁰ <http://panos.blogs.com/africavox2007/>

travaillent dans des médias « classiques » niant souvent le statut de « journaliste » à ceux qui travaillent dans les radios communautaires, en les qualifiant « d'animateur ».

- On assiste à l'émergence d'une classe de journalistes africains formés par ces circuits de solidarité internationale, issus du modèle communautaire, comme des sortes de « citoyens professionnalisés » employés par une radio. La revendication du « professionnalisme » n'est pas le seul fait des acteurs se présentant comme journaliste. Ce qui montre qu'il s'agit bien pour ces militants d'une remise en question du positionnement du journaliste dans l'espace politique et de ses pratiques. La question du professionnalisme n'est pas associée aux normes du journalisme « classique », et plutôt au respect de nouvelles normes édictées⁶¹.

Quel contre-pouvoir ? Des relations contrastées à l'Etat

Les différents espaces du FSM ont pris le nom de *freedom fighters* africains. On aurait pu imaginer une reconstitution d'un panthéon des martyrs africains de la liberté de la presse, où auraient entre autres figuré Deyda Hydar⁶² et Norbert Zongo (Hilgers et Mazzochetti 2006)⁶³. Cependant, cette incarnation de la cause n'a pas touché les militants de l'information. Très peu de références ont été faites aux abus de pouvoir sur les médias qui ont déclenché la mobilisation d'autres ONG ces derniers mois⁶⁴. Le rôle de contre-pouvoir face au gouvernement a été absent des débats et n'a pas été évoqué en tant qu'« utilité ». La question de la répression apparaît dans certains entretiens, mais sous forme d'expérience individuelle : ce n'est pas un sujet de mobilisation collective.

Au sein des organisations de la « cause médiatique », le SMSI de Tunis en novembre 2005 est un élément révélateur de clivages par rapport à l'attitude à adopter face aux gouvernements. La tenue du sommet en Tunisie a été dénoncée par plusieurs organisations comme Indymedia, Reporters sans frontières et l'IFEX en raison du degré de répression qui y pèse. Pour certaines organisations africaines, la dénonciation du régime de Ben Ali pose davantage de problèmes, dans la mesure où la participation au processus du SMSI représente une opportunité de faire entendre une voix du Sud dans un contexte global et parce que certaines ont été sensibles à l'argument de l'ingérence de l'Occident dans les affaires internes d'un pays africain. Ces organisations ont donc oscillé entre participation et dénonciation plus ou moins assumée⁶⁵.

La dénonciation a été utilisée sur des registres bien délimités. Par exemple pour l'IPAO, les critiques des attaques du pouvoir sur les médias sont évitées, l'organisation ne se rangeant pas dans la catégorie des « organisations de défense des droits de l'homme » :

⁶¹ En se rapprochant d'un modèle professionnel classique, ces journalistes formés dans le modèle des médias communautaires risquent de perdre en légitimité, une professionnalisation « journalistique » étant assimilée à une perte de contact avec le terrain et donc à un échec.

⁶² Journaliste gambien, directeur du journal *The Point*, assassiné en décembre 2004.

⁶³ L'assassinat de Norbert Zongo en décembre 1998 a été suivi d'une mobilisation populaire sans précédents et d'une mobilisation importante des ONG internationales.

⁶⁴ L'assassinat de Franck Ngyke en RDC en 2005, le raid sur le bâtiment du Standart à Nairobi en 2006, les attaques contre les médias guinéens pendant le mouvement social de janvier 2007.

⁶⁵ L'AMARC a opté pour une participation au processus ponctuée d'une déclaration ferme de son président et avec la production de reportages hostiles au régime en place. L'IPAO participe également au SMSI et y consacre une publication (Institut Panos pour l'Afrique de l'Ouest, *Enjeux de gouvernance : évaluation de la participation de l'Afrique et de son secteur privé au SMSI*, IPAO, Dakar, 2006.) mais *Flamme d'Afrique* a couvert les dénonciations des militants des droits de l'homme tunisiens et un article décrit l'impressionnant déploiement sécuritaire autour du forum, ainsi que les entraves à la tenue d'un contre-sommet, voir : <http://www.panos-ao.org/spip.php?article3510>

« Au Sénégal, le président a déclaré que les élections qui étaient prévues le 25 février il y a les élections présidentielles et les élections législatives se tenaient plus et puis il a embastillé quelqu'un encore une fois etc. Et donc les organisations de défense des droits de l'homme a signé une pétition euh... Et nous envoia la pétition à signer, on l'a pas signée...

Et par exemple dans le cas d'attaques contre Sud Communications l'année dernière⁶⁶...

Alors là, là oui, l'autre exemple que je voulais avoir, là on ne signera pas. »

Ce rapport aux gouvernements africains et aux institutions onusiennes se retrouve également dans les relations des différentes organisations avec l'Union africaine, notamment sur la question du NEPAD⁶⁷, l'IPAO se plaçant comme un outil de développement conforme aux objectifs du NEPAD, Alternative ou les militants Sud Africains émettant un discours critique sur l'UA, l'accusant de vouloir implanter des politiques néo-libérales. L'évitement de la confrontation à l'Etat relève aussi d'une volonté de ne pas être associé aux partis politiques d'opposition et à s'éloigner du modèle d'une presse partisane.

Malgré tout, la cible nationale n'est pas abandonnée. Il s'agit pour chaque acteur de procéder à un équilibrage dans la définition des prérogatives de l'organisation, et notamment pour certains de se préserver d'une dénonciation trop virulente d'abus de pouvoir des gouvernements africains au nom de la nécessité de se focaliser sur un autre objectif :

« Par contre (...) le président il a changé l'organe de régulation, l'équivalent du CSA... Transformé, il nomme lui-même les personnes quasiment, il a changé les prérogatives... Bon, là on s'est prononcés. On s'est prononcés mais euh...

Dans une niche communication...

Oui c'est dans ce secteur là et aussi parce que bon y a des... Il viole des normes, il viole aussi bien les normes nationales que les normes internationales. Y a une charte africaine de la radio-diffusion. Qui prévoit l'existence d'organes de régulation de la communication indépendants. Il viole la charte. La charte de l'Union africaine, donc là on peut, il y a un texte...⁶⁸ »

On assiste donc à la mise en place d'un antagonisme « soft », sous la forme d'attentes plutôt que de critiques. Dans la majorité des cas, les reproches sont adressés sur le registre du manque de soutien et de l'entrave juridique, de l'appel à reconnaître le rôle et l'importance des médias dans le développement économique et social, ou encore de l'interpellation sur le registre de la défense d'un point de vue africain : « Nos gouvernements (...) doivent s'engager pour une couverture de l'Afrique d'un point de vue africain. Ils ne peuvent pas continuer à ne pas être impliqués⁶⁹. » Il y a donc une demande de coopération avec les gouvernements pour améliorer les médias africains et contrer les médias dominants « euro-centriques ». Une autre constante du discours affirme la nécessité de réguler les médias⁷⁰. Ce

⁶⁶ En octobre 2005, le gouvernement avait investi les locaux de Sud FM à Dakar et suspendu la diffusion dans tout le pays pendant une journée, suite à la diffusion de l'interview d'un chef de la rébellion casamançaise.

⁶⁷ Pour plus de détails sur les clivages au sein du mouvement altermondialiste africain sur cette question, voir Rémi Sulmont, « Forum social africain : émergence d'une mobilisation transnationale africaine », mémoire de DEA, Relations internationales, IEP Paris, 2004.

⁶⁸ Entretien avec Diana Senghor, *op. cit.*

⁶⁹ Interview de Fatma Alloo, Tanzanienne, membre du FSA et de FEMNET, journaliste, *in* « Six questions on the WSF », *Flamme d'Afrique*, n°5, 24/01/07.

⁷⁰ Ce travail d'expertise juridique mériterait une étude en soi, tant il charrie d'éléments sur l'importation ou non de modèles de régulations de l'audiovisuel des anciennes colonies (IPAO 2006). Il faut prendre en compte le fait que les mobilisations autour des questions de régulation du marché des médias audiovisuel en Afrique charrient

mode d'action militante permet de critiquer et d'évaluer les actions des gouvernements africains tout en invoquant des impératifs, présentés comme apolitiques, de développement du système légal ou règlementaire.

En entretien, quelques militants ont cependant fait allusion à la répression qu'ils subissaient. Ces discours émanaient essentiellement du réseau Alternatives Niger, qui a eu régulièrement à subir les foudres du pouvoir et de journalistes sud-africains et congolais. On remarque que les acteurs en question sont toujours des producteurs d'information, et non des membres d'organisations de plaidoyer. Ces discours sur la répression ne donnent pas lieu à une formulation de revendications sur le thème de la liberté de la presse, mais plutôt sur celui de l'hostilité des autorités au « mouvement social », les journalistes en question se voyant plutôt comme membres du mouvement qu'observateurs.

L'évitement de l'échelle nationale dans ces débats publics internationalisés peut être du à une stratégie d'évitement de l'attaque des dirigeants et des Etats africains par les militants et les organisations du Nord, qui vient justifier des ingérences, notamment des organisations internationales. Ce qui expliquerait la moindre tendance à l'évitement de la critique de l'Etat de la part des militants sud-africains, qui craignent moins la justification d'une domination au nom de la « mauvaise gouvernance ».

Conclusion : La construction des modèles médiatiques africains, les logiques de différenciation médiatique au FSM, les limites de l'autonomie

Cette étude se veut une analyse des logiques de différenciation produites par les militants de l'information africains au Forum social de Nairobi. De manière générale, c'est un objectif d'utilité des médias à des causes annexes qui a prévalu. Les modèles médiatiques promus sont le résultat d'un croisement entre des définitions de missions d'utilité sociale conformes aux trajectoires antérieures à l'activité médiatique et aux préoccupations des militants, la nécessité pour certains de justifier un engagement dans une cause immatérielle et qui prône traditionnellement la neutralité politique, et les objectifs de certains bailleurs.

La majeure partie des militants africains de l'information présents au FSM trouvent dans l'activité médiatique un prolongement de leur engagement militant sur des causes annexes : la réduction de la pauvreté, le sida... D'autres sont intégrés dans une cause presque par accident : par exemple l'expérience de la répression a tourné radio Maendeleo en symbole des « médias dans la guerre ». Les revendications pour une amélioration de la condition des journalistes, de l'environnement juridique des médias ou encore la critique des inégalités sur les marchés de la communication comme on peut l'entendre au Nord ou au Kenya ont davantage de mal à se faire entendre.

Nous l'avons vu, les bailleurs de la cause médiatique en Afrique jouent sur deux niveaux. D'une part le soutien individuel à des journalistes d'une certaine ancienneté, parfois intégrés dans les médias « mainstream », qui représentent une classe intellectuelle facilement accessible et associable aux objectifs de « bonne gouvernance ». D'autre part le soutien à des médias militants, associatifs ou « communautaires » qui agissent comme des transmetteurs d'objectifs annexes de développement économique et social, allant jusqu'à créer des « citoyens professionnels », membres de radios communautaires se différenciant des journalistes classiques par la revendication de l'engagement pour une cause et le contact avec

également des critiques de l'inadaptation des modèles d'autorités administratives héritées de la colonisation. La critique anti-hégémonique n'est donc pas absente de ce combat.

le terrain. Ce deuxième répertoire d'action est prédominant (mais pas exclusif) en ce qui concerne les militants de l'information au sein du forum.

Au sein de l'espace des médias africains du FSM, les luttes de légitimation et passent par la définition de « l'utilité » : un média « communautaire » sera-t-il plus « utile » aux citoyens qu'un média « indépendant », « associatif », « humanitaire » (sachant que ces catégories sont par ailleurs mouvantes et réinvesties de manière contrastée selon les acteurs) ? Les logiques de différenciation se basent le plus souvent sur la question du degré de critique à adopter face aux gouvernements africains et aux organisations internationales. On observe par ailleurs une circulation internationale et un renouvellement très rapide des paradigmes sur le journalisme, qui se succèdent les uns aux autres : la réinvention de la ligne des médias pour le développement malgré leur échec dans les années 1970, revigorés par le paradigme de la bonne gouvernance, la disparition des allusions au NOMIC (sauf de la part de militants du Nord), le succès des modèles de médias pour la paix, en témoignent.

Comme l'ont montré les deux exemples de médias alternatifs kenyans associés au FSM, c'est l'insertion dans des circuits de causes annexes qui a déterminé la participation des militants de l'information au FSM, ceux-ci venant, en raison du partage d'objectifs communs, s'agrèger à des organisations moteurs du forum et mettant l'accent sur leur rôle de promoteur social pour les jeunes du bidonville participant aux deux projets. D'autres organisations possèdent une position de centralité dans l'organigramme du forum du fait de la présence à leur tête d'individus moteurs et au parcours militant reconnu dans la sphère militante africaine (Moussa Tchangari, Diana Senghor) et d'une définition précise de leur « utilité sociale » selon des critères influencés par des objectifs de lutte annexes : Alternative comme organisateur de manifestations sociales et du Forum social nigérien, l'IPAO comme producteur de *Flamme d'Afrique*. L'IPAO, en définissant son utilité au sein du forum de manière forte grâce à *Flamme d'Afrique* et à la radio Panos, se réserve plus de poids pour pouvoir imposer des thématiques propres aux médias et sur lesquelles il se mobilise, la régulation par exemple, qui sans cela n'aurait pas voix au chapitre. Cet exemple montre les ajustements qu'opèrent les organisations engagées sur des thématiques strictement « médiatiques » dans le cadre du forum.

La comparaison avec la presse alternative kenyane est de ce point de vue extrêmement parlante. Le positionnement de cette dernière dans une relation particulièrement antagonique à l'Etat kenyan et aux médias « mainstream » la pousse à l'isolement par rapport aux bailleurs et aux circuits individualisés d'extraversion (notamment via la formation professionnelle). Mais c'est surtout son isolement dans le mouvement militant kenyan qui la marginalise. L'exemple de Faith Ka'Manzi, journaliste sud-africaine, le montre également. En rupture avec la presse « mainstream » en Afrique du Sud, peu insérée à l'international, le maintien d'une activité d'écriture et de transmission d'information s'avère difficile. Les journalistes alternatifs kenyans ne correspondent ni aux critères d'excellence professionnelle, ni à ceux de l'engagement dans une cause annexe qui déterminent un itinéraire d'extraversion. Leur inscription dans un combat défini par le rejet d'un modèle médiatique plutôt que par une cause annexe les marginalise. L'adoption de lignes éditoriales reprenant les registres du scandale correspond à la fois à une volonté de mettre en scène une insolence vis-à-vis de l'Etat ou de la société kenyane, mais aussi à l'incapacité (du fait du manque d'appui financier extérieur) de développer un modèle économique qui lui permette de sortir du rapport marchand.

Les médias « alternatifs » africains définissent leurs lignes éditoriales et adoptent des pratiques militantes et journalistiques au sein d'un système de dominations multiples et plus ou moins simultanées. Ces dominations agissent comme des contraintes ou des repoussoirs : la colonisation et le néocolonialisme, la position périphérique dans la mondialisation néolibérale, la domination du marché national des médias par les organes commerciaux, l'autoritarisme de certains régimes, la dépendance financière vis-à-vis de bailleurs du Nord, sans compter l'espace du forum lui-même, qui pousse également à des ajustements. Ce phénomène associé au « canevas de l'utilité » se traduit par des répertoires de la critique et de l'action diversifiés, en particulier dans la relation des acteurs à l'Etat, mais qui placent tous une emphase sur l'individu-journaliste : le professionnel (avec des règles et des valeurs morales à respecter ou à réinventer), et l'Africain (avec une attitude à adopter et des luttes à mener). Le rejet de l'eurocentrisme dans les médias, la nécessité d'être au service du développement économique et social, de représenter une certaine catégorie de la population, de rendre l'information à qui on l'a « prise », de s'insérer dans une communauté, sont d'abord vécus comme des combats individuels, un travail à faire sur soi, au-delà des reproches qui peuvent être faits à l'Etat ou aux organisations internationales sur d'autres causes.

Cet exemple invite à repenser l'idée d'une autonomie des médias alternatifs. Au-delà du nécessaire contre-modèle qui permet de se définir, l'association à des causes annexes, l'intégration dans des réseaux qui lui sont extérieurs, les contraintes qui vont avec l'abandon de l'objectif commercial poussent ces médias africains à s'attacher à tout un ensemble d'acteurs. La figure du journaliste est refaçonnée par la multiplicité des qualifications : expertise des droits de l'homme, de la santé publique, mission de médiateur, acteur des luttes... Au-delà des nécessités de financement, il s'agit pour les militants de l'information africains non-insérés dans la sphère des médias « mainstream » d'un passage obligé dans la construction de sa trajectoire militante, afin d'éviter la répression, d'acquérir une visibilité et une identité dans le champ médiatique national et au sein des champs militants national et international.

Bibliographie

Albert Michael (1997), « What makes alternative media alternative ? », *Zmag*, 1997.

Disponible sur : <http://www.zmag.org/whatmakesalti.htm>

Atenga Thomas (2004), « Contrôle de la parole et conservation du pouvoir. Analyse de la répression de la presse écrite au Cameroun et au Gabon depuis 1990 », Thèse de doctorat en sciences politiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Bayart Jean-François (1989), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.

Francis Balle (dir.) (2006), *Lexique d'information-communication*, Paris, Dalloz.

Bourgault Louise (1995), *Mass Media in Sub-Saharan Africa*, Bloomington, Indiana University Press.

Bresnahan Rosalind (2003), « The Media and the Neoliberal Transition in Chile. Democratic Promise Unfulfilled », *Latin American Perspectives*, issue 133, vol. 30, n° 6, p. 39-68.

Dominique Cardon, Fabien Granjon (2003), « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement altermondialisation et l'internet », *Mouvements*, n°25, p. 67 à 73.

Cardon Dominique, Granjon Fabien (2005), « Médias alternatifs et média-activistes », *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, p.176 à 198.

Chrétien Jean-Pierre (1996), *Rwanda. Les medias du genocide*, Karthala, Paris.

Dezalay Yves, Garth Bryant (2000), « L'impérialisme de la vertu », *Le Monde diplomatique*, numéro de mai.

Dezalay Yves, Garth Bryant (2002), *La mondialisation des guerres de palais*, Paris, Seuil.

Ferron Benjamin (2006), « Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé)légitimation », communication au 8° colloque Brésil-France, à l'Institut de la communication et des médias (Université Stendhal), les 29 et 30 septembre 2006.

Frère Marie-Soleil (2000), *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Karthala, Paris.

Frère Marie-Soleil, (2001a), « Mots du pouvoir et pouvoir des mots : le lexique des médias au service du projet politique en Afrique subsaharienne », *Bulletin des séances de l'Académie royale des sciences d'Outre-mer*, vol.47, n°3, p.229-248.

Frère Marie-Soleil (2001b), « La presse francophone d'Afrique : entre permanences et ruptures », *Les cahiers du journalisme*, n°9, automne.

Frère Marie-Soleil (2005), « Médias en mutation : de l'émancipation aux nouvelles contraintes », *Politique africaine*, n°97.

Grignon François (1998), « La démocratisation au risque du débat ? Territoires de la critique et imaginaires politiques au Kenya (1990-1995) », *Nouveaux langages du politique en Afrique orientale*, Paris, Karthala, IFRA, Nairobi.

Guilhot Nicolas (2004), « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°151-152, p.36-48.

Havard Jean-François (2004) « De la victoire du 'sopi' à la tentation du 'nopi' ? 'Gouvernement de l'alternance' et liberté d'expression des médias au Sénégal », *Politique africaine*, n°96.

Hilgers Mathieu et Jacinthe Mazzochetti (2006), « L'après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles », *Politique africaine*, n°101.

Houtart François, (2002), *Des alternatives crédibles au capitalisme mondialisé*, disponible sur : <http://www.forumsocialmundial.org.br/dinamic/fr/houtartfra.php>

Howard Ross (2004), *Pour un journalisme sensible aux conflits*, IMPACS, International media support.

Institut Panos pour l'Afrique de l'Ouest, *Afrique de l'Ouest : réguler l'information en situation de conflit*, IPAO, Dakar, 2004.

Institut Panos pour l'Afrique de l'Ouest, *Les organes de régulation des médias en Afrique de l'Ouest*, IPAO, Dakar, 2006.

Institut Panos pour l'Afrique de l'Ouest, *Enjeux de gouvernance : évaluation de la participation de l'Afrique et de son secteur privé au SMSI*, IPAO, Dakar, 2006.

Laborde Aurélie (2004), « 'Mettre les nouvelles technologies au service du développement'. Une analyse critique du discours du PNUD », *Netsuds*, n°2.

Lenoble-Bart Annie et Rambaud Brice (2005), « Traditions libérales des médias au Kenya. 'Deux Nations à la destinée commune' », *Politique africaine*, n°97, mars.

Lynch Jake, MacGoldrick Annabel (2005), *Peace journalism*, Hawthorn Press Ltd.

Oloo Onyango (2007), *Critical Reflections on WSF Nairobi 2007*, document diffusé sur des listes de discussion militantes en mai 2007, 25 p.

People's Parliament (2007), « Le forum social mondial 2007 : une perspective kenyane », disponible en français sur le site du CADTM : http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=2528&var_recherche=kenya

Perret Thierry, *Le temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*, Karthala, Paris, 2005.

Rambaud Brice (2005), « Appropriations africaines des modèles médiatiques occidentaux. Analyse comparative des presses du Burkina Faso et du Kenya », IFRA, *Les Cahiers*, n°27, p. 113 à 118.

Reporters sans frontières (1995), *Les médias de la haine*, 1995, Paris, La Découverte.

Siméant Johanna (1998), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences-po.

Sulmont Rémi (2004), *Forum social africain : émergence d'une mobilisation transnationale africaine*, mémoire de DEA sous la direction de Astrid Von Busekist, IEP de Paris.

Switzer, Les et Adhikari, Mohamed (dir.) (2000), *South Africa's Resistance Press. Alternative Voices in the Last Generation under Apartheid*, Ohio University Center for International Studies.

Tudesq André-Jean (2002), *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*, Karthala, Paris.

Wasserman Herman (2006), « Les médias afrikaans après l'apartheid : un héritage encombrant ? », *Politique africaine*, n°103.

Wittman Frank (2006), « La presse écrite sénégalaise et ses dérivés : précarité, informalité, illégalité », *Politique africaine*, n° 101, mars-avril 2006.